



Élections 2022

Les propositions des acteurs
de commerce équitable pour
une économie transformatrice
au service de l'humain et de la
planète

Notre agriculture et notre alimentation sont à l'origine d'un quart des émissions de gaz à effet de serre. Dans le même temps, les agriculteurs sont aussi les premières victimes du dérèglement climatique (inondations, perte de rendement, etc.). **Dans un futur proche, sans transformation de nos modèles de production et de consommation, la multiplication des crises écologiques et environnementales, fera basculer des centaines de millions de personnes dans l'extrême pauvreté.**

Les conséquences d'un tel scénario, qui entraînerait des enjeux de sécurité alimentaire, une augmentation des violences au sein des sociétés, et une explosion des migrations subies, mettraient en péril la paix mondiale et l'atteinte des objectifs de développement durable prévue par l'Agenda 2030 promu activement par la France.

Or, pour assurer un revenu décent aux millions de producteur-ice-s agricoles et artisan-nes-s dans le monde, et pour leur donner les moyens d'investir dans la transition écologiques de leurs modes de production, un commerce plus équitable doit devenir la règle. Cette nécessaire transformation de nos relations économiques constitue la clef de voûte de la transition écologique et sociale. Le déséquilibre des pouvoirs au sein des chaînes de valeurs – en France, comme sur les filières internationales sont créateurs nets de pauvreté et de dégradations environnementales.

En ce sens, les élections présidentielles et législatives à venir constituent un moment sociétal fondamental pour repenser collectivement notre système économique et social au service de la transition écologique et de la justice sociale.

Le mouvement du commerce équitable plaide pour une transformation profonde de nos modes de production et de consommation. Les acteurs du secteur démontrent au quotidien que les relations commerciales qui les sous-tendent constituent un levier fort pour construire des territoires inclusifs, dynamiques et résilients, terreaux d'une économie nationale durable et d'une citoyenneté solidaire, capables de faire face à l'ampleur de ces enjeux.

Commerce Equitable France et ses adhérents souhaitent contribuer au débat public en ce sens, démontrant qu'avec des relations commerciales plus équitables et solidaires et un accompagnement fort de la transformation de nos cultures consuméristes, il est possible de concrétiser un changement de paradigme pour nos sociétés.

Nous défendons 5 propositions pour valoriser le plein potentiel du commerce équitable comme levier d'accompagnement et de mise en œuvre des transitions économiques, sociales et environnementales.

Le commerce équitable, qu'est-ce que c'est ?

La définition légale du commerce équitable stipule que les partenariats de commerce équitable doivent reposer à minima sur :

- **Des prix rémunérateurs pour les producteur·ice·s**, basés sur les coûts de production et une négociation équilibrée ;
- **Un engagement commercial pluriannuel** entre les producteur·ice·s et les acheteurs ;
- **Le versement d'un montant supplémentaire** destiné au financement de projets collectifs ;
- **Une autonomie des producteur·ice·s** grâce à la mise en place d'une gouvernance démocratique dans leurs organisations ;
- **La transparence et la traçabilité des filières** ;
- **La sensibilisation et l'éducation** à des modes de production socialement et écologiquement durables ;
- **Des modes de production et d'exploitation respectueux de l'environnement et de la biodiversité**, tels que l'agroécologie

PROPOSITION 1

L'éducation au commerce équitable

comme outil de construction d'une citoyenneté solidaire et écologique pour un changement de valeurs profond

C'est quoi le problème ?



Comment réconcilier les préoccupations de « fin de monde » avec celles de « fin du mois »? Et ces problèmes sont-ils vraiment en opposition? Quelle culture de la consommation? « Black Friday » ou « Green Friday »? La société semble de plus en plus fracturée et la montée des inégalités ne fait qu'accentuer ces polarisations.

Ces inégalités risquent de se voir encore davantage creusées face au défi climatique qui nous confronte aux limites de nos modes de vie actuels et nous appelle à transformer nos modes de consommation et de production. Il y a urgence à retrouver de la cohésion sociale et construire des formes de citoyenneté qui intègrent résolument ces nouveaux enjeux pour accompagner les nécessaires transitions écologiques et sociales de notre société dans un climat de paix. Ces nouvelles formes de citoyenneté appellent à repenser nos modèles éducatifs formels et non formels pour faire plus de place à une culture de la transition écologique et de la justice sociale.

Les contributions du commerce équitable

Dans ce contexte, l'éducation au commerce équitable peut jouer un rôle fort ! Elle permet aux jeunes et aux moins jeunes de comprendre les mécanismes du système économique pourvoyeur de ces inégalités pour transformer leur vision d'un commerce plus égalitaire où chacun-e, producteur-ice-s, intermédiaires, distributeurs, et consommateur-ice-s seraient acteurs des transformations.

Pour promouvoir un modèle économique inclusif basé sur la justice sociale, la tolérance et la valorisation des différences, le commerce équitable est un formidable outil de promotion d'une citoyenneté solidaire et écologique.

La France doit se doter d'une stratégie ambitieuse et concertée d'éducation, formelle et non formelle, au commerce équitable.

Nos objectifs, partis-pris et méthodes éducatives

Portée par l'ensemble du mouvement, l'éducation au commerce équitable réunit une diversité d'approches et d'acteurs. Associations pionnières sur le sujet et se revendiquant de l'éducation populaire ; associations de consommateur·rice·s ; entreprises de l'économie sociale et solidaire...

Les objectifs de l'éducation au commerce équitable sont de :

- informer sur les mécanismes du commerce international, ses dysfonctionnements, ses incohérences, et mettre en lumière les effets négatifs des modes de production et de consommation conventionnels
- sensibiliser aux enjeux du commerce équitable et à la possibilité de faire commerce autrement
- favoriser l'esprit critique et lutter contre les stéréotypes
- faciliter l'autonomisation des publics en leur fournissant les outils d'analyse et d'actions
- identifier des modes d'action individuels et collectifs (consommation alternative, plaidoyer...), des modes d'engagement pour le commerce équitable, et plus largement pour l'équité sociale, économique et environnementale.

Pour ce faire, les acteurs de l'éducation au commerce équitable mettent à disposition les ressources et informations nécessaires, et appliquent prioritairement les principes des pédagogies actives. Ils considèrent que la participation des publics est fondamentale dans les dispositifs éducatifs. Elle passe par la création d'espaces d'échanges, d'expérimentation, de débats, et par la co-construction des savoirs avec nos publics.

Nos actions ont vocation à toucher tous les publics, de tous âges et sont par conséquent diverses : information et sensibilisation, création d'outils pédagogiques, animations, projets pédagogiques de court, moyen et long termes, formation, mobilisation citoyenne, rencontres directes avec les producteur·rice·s...

L'éducation au commerce équitable abat des cloisons, et se décline dans l'éducation formelle, informelle et non-formelle. Les lieux privilégiés de l'éducation au commerce équitable sont l'école, les universités, les lieux d'accueil de la jeunesse, mais aussi l'espace public, les lieux d'achats et de consommation, et l'entreprise.

L'éducation au commerce équitable est associée à tous les acteurs engagés dans l'Éducation au développement durable (EDD) et l'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI). Le partenariat est au cœur de nos démarches : avec les enseignant·e·s et leurs institutions en premier lieu, mais aussi avec l'ensemble des acteurs de l'éducation, de l'inclusion et de la solidarité.

PROPOSITION 2

Des politiques et accords commerciaux

cohérents avec les ambitions climatiques et porteurs de développement social durable

C'est quoi le problème ?



Les systèmes de production, notamment agricoles et alimentaires de la France, de l'UE et des pays des Suds sont interconnectés du fait d'une mondialisation et d'une dérégulation des échanges qui s'est accrue ces dernières décennies.

La mise en œuvre effective de l'agenda 2030 qui vise un développement durable dans toutes ses dimensions (environnementales, mais aussi sociales, sanitaires et économiques), les empreintes croissantes des activités humaines sur l'environnement, particulièrement l'accélération du changement climatique et l'érosion de la biodiversité, sont devenues des enjeux globaux et doivent imposer de nouvelles façons de produire et d'échanger à travers le monde. Dans ce contexte, il est urgent d'assurer la convergence des objectifs commerciaux avec l'atteinte des ODD.

Au cœur de ces défis, la nature des relations commerciales (qu'elles soient déloyales ou au contraire équitables) constitue un facteur clef de développement durable, de lutte contre la pauvreté permettant d'assurer- ou non- les moyens de subsistances des producteur-ice-s et travailleur-euse-s et d'investir dans la nécessaire transformation des modes de production vers plus de durabilité.

Les contributions du commerce équitable

Le commerce équitable, peut inspirer les politiques commerciales pour atteindre plus d'équité dans le commerce de la France et de l'Europe. Reposant sur des principes économiques concrets tels qu'un prix rémunérateur payé aux producteur-ice-s, des engagements commerciaux sur la durée et un fond de développement qui alimente des projets de développement social et environnemental pour les organisations collectives, le commerce équitable se positionne comme un outil transversal de transition économique, écologique et social.

En effet, depuis 40 ans, à travers des milliers de partenariats commerciaux forts, il fait la démonstration de comment des paysan-ne-s et des artisan-e-s organisés, quand ils bénéficient de prix plus stables et rémunérateurs, peuvent jouir de conditions bien plus propices à un authentique développement durable, favorisant l'accès à l'éducation, à une alimentation saine, à de moindres pollutions des écosystèmes et développant des potentialités productives préservées pour les générations futures.

Aujourd'hui plus que jamais, dans un contexte multi-crise économique, écologique, sanitaire et sociale, le commerce équitable peut être un outil puissant mis à contribution pour faire face aux défis sociétaux mais il a besoin d'accompagnements publics structurels pour le faire changer d'échelle et jouer son plein potentiel d'accélérateur pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Les pouvoirs publics français doivent adopter des politiques commerciales européennes et françaises porteuses de développement durable.

Leur objectif doit toujours être cohérent avec l'amélioration des conditions de vie des producteur·rice·s, des travailleur·euse·s et des artisan·e·s en France et au Sud, les ambitions climatiques de l'Accord de Paris et de manière plus globale la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Dans ce contexte, la politique commerciale de la France doit être pleinement en capacité d'une part, de soutenir et accompagner le développement des acteurs économiques qui tiennent compte des externalités dans leurs activités, entre autres au moyen des outils d'aide au commerce (APC); Et d'autre part, de chercher à renforcer les outils à sa disposition pour pouvoir répondre et lutter plus efficacement contre les pratiques commerciales inéquitables notamment en adoptant une régulation contraignante sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de droits humains et environnement qui soit ambitieuse

L'expérience du secteur

Le programme ÉQUITÉ : commerce équitable & biodiversité pour des relations commerciales qui créent des filières résilientes et durables en Afrique de l'Ouest !

En Côte-d'Ivoire, l'exemple de la coopérative de cacao [CAMAYE](#) vient illustrer comment le renforcement de filières de commerce équitable peut simultanément diminuer la pauvreté et améliorer la résilience des petit·e·s producteur·rice·s face aux changements climatiques. Avec l'appui du programme Équité, la coopérative CAMAYE, productrice de cacao labélisé commerce équitable, développe dans ses parcelles des Systèmes Agro-Forestiers (SAF) innovants comprenant des arbres forestiers, des arbres fruitiers et des productions vivrières (igname, avocats, légumes).

Principaux résultats observés :

Reforestation : Les SAF permettent l'installation de plus de 100 arbres fruitiers et forestiers par hectare de cacao qui **fournissent de nombreux services écosystémiques** : maintien d'une humidité suffisante, limitation des insectes ravageurs comme les mirides et les punaises, baisse de la prolifération des herbes adventices...

Résilience économique : Le système agroforestier assure des productions régulières et plus importantes par unité de surface en comparaison du système traditionnel. **La succession des cycles des différentes cultures permet de générer des revenus de façon régulière sur l'ensemble de l'année** (exemple: Taux de survie élevé des cacaoyers et arbres fruitiers (95-99%) contre 75% dans une situation de référence, résistance élevée à la saison sèche; Production d'igname: 50% d'augmentation etc.)

PROPOSITION 3

Promouvoir un devoir de vigilance des entreprises qui ne fragilise pas les maillons les plus faibles des chaînes de valeur pour de nouvelles formes de régulation des filières véritablement durables et sociales.

C'est quoi le problème ?



La montée en puissance de la lutte contre la déforestation importée et du devoir de vigilance des entreprises en matière de droits humains et de l'environnement sont des initiatives pour lesquelles la France a été précurseuse. Ces nouvelles régulations vont dans le bon sens et doivent trouver des débouchés au niveau de l'Europe entière. Mais elles impliquent la mise en place de nouveaux outils de « preuve de bonnes conduites » qui sont de nouvelles contraintes pour les acteurs de l'amont des filières. La capacité des organisations de petit·e·s producteur·ice·s à apporter ces « preuves » ne sera possible qu'avec un mouvement fort de partage plus équitable de la valeur au sein des filières visant le rééquilibrage des relations commerciales entre l'amont et l'aval des filières (qui concentre aujourd'hui la majeure partie des profits).

Les contributions du commerce équitable

Le mouvement du commerce équitable milite pour une répartition équilibrée des responsabilités entre les acteurs de la filière et l'engagement des opérateurs commerciaux de l'aval de la filière dans le financement de la mise en conformité des organisations de producteur·ice·s avec les nouvelles normes de durabilité en cours d'élaboration aux niveaux français et européen (investissements, fonctionnement, formation/conseil aux organisations, etc.).

Les pouvoirs publics français doivent agir afin que les textes de régulation en cours d'élaboration au sein de l'UE - et leurs futures transpositions nationales - prévoient des mécanismes publics et privés d'accompagnement des producteur·rice·s et de leurs organisations (coopératives etc.) dans la transformation de leurs pratiques vers plus de durabilité. Ils doivent garantir que les partenaires commerciaux de ces filières prennent en charge le coût financier de la mise en conformité avec ces objectifs de bonnes pratiques durables.

PROPOSITION 4

Rénover la fiscalité pour encourager la transition écologique et sociale en favorisant l'accessibilité prix des produits à haute valeur sociale et environnementale

C'est quoi le problème ?



Aujourd'hui encore, produire à moindre coûts sociaux et environnementaux, représente un avantage compétitif par rapport aux entreprises – comme celles du commerce équitable – qui intègrent dans leur modèle économique le coût de mise œuvre de leurs bonnes pratiques.

Par ailleurs, un certain nombre de réductions d'impôts, niche fiscale, aides budgétaires attribuées sans conditionnalités sociales ou environnementales, constituent de véritables primes au vice à des pratiques peu vertueuses en toute incohérence avec les objectifs politiques fixés par la France, comme par l'Europe, en matière de climat.

La fiscalité des entreprises doit être transformée pour envoyer des signaux prix incitatifs qui orientent et accompagnent résolument les acteurs économiques vers la transition sociale et environnementale. Le mouvement du commerce équitable propose une rénovation en profondeur du cadre fiscal français pour faire de la fiscalité un véritable levier d'accompagnement et de mise en œuvre de la Transition écologique et sociale.

Pour des entreprises vertueuses et compétitives

A l'occasion des Assises nationales du commerce équitable, les 300 producteur·ice·s, entreprises et partenaires du secteur présents ont appelé l'État et les enseignes de la distribution à renforcer leurs efforts pour accompagner le développement des filières de commerce équitable et rendre les produits plus accessibles aux consommateur·ice·s.

Lors des tables rondes, les intervenants, chercheurs, experts, distributeurs et entrepreneurs du commerce équitable ont fait émerger des propositions concrètes, jugées structurelles pour faire changer d'échelle les impacts du commerce équitable. **L'une d'entre elles : consiste en un système de bonus/malus fiscal en faveur des entreprises à impact négatif ou positif pour la société comme celles de l'ESS et du commerce équitable**

Il s'agit de rendre les entreprises à forte compétitivité sociale et environnementale plus concurrentielles face à celles qui ne relèvent pas les défis de la solidarité et de la transition agroécologique.

PROPOSITION 5

Défendre une politique de développement ambitieuse qui redonne toute sa place à la solidarité internationale.

C'est quoi le problème ?



Dans un contexte de reterritorialisation légitime de nos systèmes de production et de consommation d'une part, et d'accords commerciaux libéralisés qui fragilisent les paysanneries du Sud d'autre part, la place laissée à la solidarité internationale est un enjeu démocratique majeur pour accompagner les transformations culturelles et économiques nécessaires à l'atteinte des ODD.

Pourtant, malgré une trajectoire ascendante, l'aide publique au développement (APD) française peine toujours à atteindre les objectifs fixés depuis les années 1970.

Reconnu par les pouvoirs publics comme un élément structurant pour les partenariats de la France avec les pays en développement, le commerce équitable est également un outil de solidarité internationale au service d'un développement véritablement durable.

Les contributions du commerce équitable

Fort d'une croissance de +12% en 2020 et d'un modèle économique qui favorise le partage de la valeur pour permettre les investissements nécessaires dans la transition écologique, les acteurs des écosystèmes d'alternatives économiques, comme le commerce équitable, prouvent chaque jour qu'il est possible de combiner développement économique et réponses aux défis sociaux et environnementaux.

Leur dynamisme entrepreneurial, leur capacité d'innovation sociale, leur prise en compte du « temps long », sont autant d'atouts qui font que la France doit accentuer son soutien à l'ESS – en particulier dans le cadre de sa politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales.

Les pouvoirs publics doivent renforcer les outils et instruments de l'aide publique au développement pour mieux accompagner les acteurs de l'ESS et du commerce équitable et pour concrétiser le changement d'échelle de leurs impacts.



Commerce Équitable France est l'organisation nationale de concertation et de représentation des acteurs du secteur. Véritable plateforme multi-acteurs, le collectif réunit des entreprises engagées, les différents labels de commerce équitable, des organisations de producteurs, des ONGs de développement et des associations d'éducation à la citoyenneté et à la consommation responsable.

Notre projet : généraliser une culture, des pratiques et des régulations qui favorisent le partage de la valeur au sein des filières économiques pour accélérer les transitions écologiques et sociales de nos modes de production et de consommation.

www.commerceequitable.org

